APPEL

Le programme énergétique de François Mitterand prévoit que la moitié des fonds alloués au Nucléaire dans les années à venir seront débloqués pour la promotion des énergies renouvelables.
Le montant de l'investissement prévu annuellement pour le nucléaire s'élevant à 40 milliards lourds, ce sont donc 20 milliards l'an qui sont dorénavant disponibles pour développer les énergies nouvelles.

Nous avons des idées

Le rapport Lecompte, réalisé par le Groupement des Scientifiques pour l'Information sur l'Energie Nucléaire (GSIEN) de Toulouse à l'occasion de la deuxième prise de position le 20 Octobre 1980 du Conseil Régional de Midi-Pyrénées contre le projet nucléaire de Golfech, déclarait :

''L'investissement de 24 milliards lourds prévus pour Golfech permettrait, dans la région, un développement sans précédent de l'utilisation des énergies nouvelles''.

Pour arriver à la conclusion suivante :

''L'exploitation appropriée des ressources régionales rendrait effectivement sans objet la construction de tout réacteur nucléaire en Midi-Pyrénées''.

Nous nous sommes donnés les moyens

Le CAN Golfech s'est toujours dépensé sans compter pour la mise en application de ces idées, conscient toutefois, par la force des choses, que cette politique ne pouvait être mise en œuvre avec Giscard à la barre.

Dès lors, nous participons activement à la campagne des présidentielles, appelant à voter, dès le mois de février, dans les colonnes du Géranium Enrichi, pour le candidat de gauche de son choix au premier tour, puis pour le candidat de gauche le mieux placé au second tour. Nous faisions même partie du Comité de soutien national à François Mitterand entre les deux tours, avec comme slogan largement diffusé ''Giscard dehors''

Dès lors un premier pas très important était franchi avec l'élection du nouveau président. Ce qui hier était irréalisable, entre aujourd'hui dans le domaine du possible.

Le moment est venu de tout mettre en œuvre

En dehors de toute idée partisane, nous sommes intimement persuadés que 82,3% de la population est hostile à l'implantation de la centrale nucléaire de Golfech - à partir du moment où une partie des crédits alloués à cette centrale sont débloqués pour d'autres projets permettant le développement régional et le plein emploi - ces énergies nouvelles créant six fois plus d'emplois que le nucléaire - emplois durables ceux-là.

En 1978, le Commandant Cousteau nous conseillait de nous méfier de nos élus quels qu'ils soient. De plus, un vieux dicton populaire dit très justement qu'on n'est jamais mieux servi que par soi-même.

Alors nous passons une fois de plus aux actes en nous présentant à vos suffrages pour promouvoir une idée nouvelle en dehors des vieux mots d'ordre du genre ''pour ou contre le nucléaire''.

Historique du Projet de Golfech

1962 Un projet de Centrale thermique à charbon est proposé par la CGT, et accepté par les Charbonnages de France, pour utiliser le charbon de Carmaux, de Decazeville et des Cévennes.
1964 Projet de centrale nucléaire par EDF
1967 Enquête d'utilité publique pour une centrale 2 x 800 MW, filière française
1972 Le Projet semble devoir être abandonné, le débit de la Garonne est insuffisant.
1974 Le plan du gouvernement Messmer prévoit 200 centrales nucléaires pour l'an 2000 !
Juin 1975 Les résultats du réferendum, organisé dans les deux cantons de Valence d'Agen et d'Auvillar (21 communes), donnent une écrasante majorité de NON (82,3%) à l'implantation de la centrale.
1976 EDF ''La centrale sera construite vers 1985''
1977 Création du Comité Antinucléaire d'Information et de Défense regroupant les maires de toutes les communes voisines de Golfech.
3 et 4 juillet 1978 Le Conseil Régional de Midi-Pyrénées se prononce à l'unanimité moins deux abstentions contre le projet nucléaire.
17 janvier 1979 Le Conseil Général de Tarn et Garonne prend position contre le projet (21 voix contre, 2 pour, 3 abstentions).
Septembre 1979 Enquête d'utilité publique. Réalisée dans des fourgons de location baptisés Mairie annexe et protégés par des gardes mobiles, à cause du refus de 9 maires sur 11 de recevoir les dossiers d'enquête dans leur mairie.
Action de *''fissurage''* (déchirure) des dossiers d'enquête par des représentants de l'ensemble des couches sociales. Médecins, artisans, commerçants, agriculteurs, enseignants, par les maires, député, conseillers généraux et présidente du Conseil Régional dans une action de désobéissance civile populaire.
20 octobre 1980 Le Conseil Régional Midi-Pyrénées se prononce pour la deuxième fois contre le projet de centrale.
28 octobre 1980 ! DECRET D'UTILITE PUBLIQUE ! publié au Journal Officiel contre l'avis de toutes les instances régionales.
29 octobre 1980 Expulsion des occupants des fermes du site de Golfech et destruction immédiate de ces fermes par les pelles mécaniques, protégées par 500 gardes mobiles. Début des travaux.

Nos propositions concrètes
pour la région et pour le site de Golfech.

Golfech Alternative se propose de promouvoir pour la région le développement :

- des énergies renouvelables adaptées en premier lieu à l'agriculture; ce développement permettrait en quelques années à l'agriculture de passer du stade d'assistée par l'Etat, au rang d'exportatrice d'énergie (Biométhane, alcool agricole, solaire, exploitation des forêts), les techniques sont connues, pour cela il faut la levée des freins de l'Etat, jaloux de ses monopoles en matière d'énergie, il faut des subventions et la volonté politique de cette évolution, qui ne devrait rencontrer aucune résistance sociale.
- des énergies renouvelables adaptées en second lieu à l'habitat (géothermie et solaire +isolation) aux transports et à l'industrie (subventions aux solutions peu consommatrices d'énergie même si d'autres solutions sont plus rentables à très court terme).

Golfech Alternative se propose de promouvoir également l'idée d'une utilisation immédiate du site de Golfech pour

1 La création d'un centre de recherche appliqué aux énergies "nouvelles", faisant la transition entre le stade de recherche fondamentale, entreprise dans les universités de Bordeaux et de Toulouse proches, et l'application par les industriels du pétrole et du batiment intéressés depuis longtemps par ce "créneau", attendant des incitations politiques et des subventions pour se lancer.

2 La restauration de la vocation agricole des terres arables préservées du site et la création de fermes pilotes visant à encourager l'agriculture régionale dans la voie de l'indépendance énergétique, par les techniques connues du biométhane, du chauffage solaire, de l'alcool agricole et de l'exploitation des forêts.

3 La création d'industries légères visant la fabrication de matériel d'application des énergies nouvelles, sur une grande échelle, petits aérogénérateurs, cuves à biométhane en kit, capteurs solaires, distillateurs solaires, composteurs, photopiles, matériel de géothermie, etc . . .

A crédits égaux ces industries peuvent créer six fois plus d'emplois que l'industrie nucléaire, des emplois créateurs, stables et non temporaires, tous susceptibles d'être occupés par des chomeurs de la région.

Aujourd'hui, c'est vers la mise en application dans notre région, des énergies nouvelles que doivent se porter tous nos efforts. A GOLFECH, EDF ne possède-t-il pas un site exceptionnel de 250 hectares de terre ?

Faisons ensemble que ce site devienne le symbole de cette volonté nouvelle, en rétablissant la vocation agricole des terres arables et en demandant, par exemple, la création à Golfech, d'un centre de recherche appliquée de création artisanale dans le domaine des énergies renouvelables. Servons-nous de l'infrastructure qui se met en place à Golfech.

Soutenons au moyen de notre bulletin de vote l'idée neuve qui dit :

qu'à **GOLFECH**

doit se développer l' **ALTERNATIVE**

votons, appelons à voter autour de nous pour

Jean-Bernard MEYNOT (candidat du CANG)

Yann GUYOMARD (suppléant du CANG)

Pour que notre proposition devienne la solution.

Vu, les candidats.

setip - moissac